



Depuis des décennies, les politiques libérales ont dégradé la situation sociale en France comme en Europe et concentré les richesses pour quelques-uns en ne laissant que chômage, précarité et pauvreté pour les autres. Les attaques incessantes contre les droits, les acquis sociaux, les Statuts, le code du travail et les services publics participent de cette logique.

Dans ce contexte social, les ordonnances réformant le Code du travail sont une véritable agression contre les droits des salariés. La FSU partage les inquiétudes et préoccupations des organisations qui condamnent les remises en cause des droits sociaux des salariés que cette réforme génère sous couvert de flexibilité et d'adaptabilité du marché du travail. Elle s'associe à l'indignation des salariés du secteur privé en lutte pour obtenir un code du travail protecteur et des créations d'emplois de qualité. Elle appelle à participer aux mobilisations engagées le 12 septembre prochain et dépose pour cela un préavis de grève.

Les attaques portées dans le débat public contre le Statut des fonctionnaires vont dans le même sens. Les salaires stagnent, le pouvoir d'achat, les droits sociaux et les services publics régressent, le chômage augmente mais dans le même temps les dividendes distribués aux actionnaires explosent.

Pour la FSU, la multiplication des mesures annoncées contre la Fonction Publique et les fonctionnaires nécessite une réaction forte et unitaire.

Gel du point d'indice, rétablissement du jour de carence, augmentation de la CSG sans précision concernant une hypothétique compensation, 120 000 suppressions de postes programmées auxquelles s'ajoutent la fin de milliers de contrats aidés et maintenant le report du calendrier de mise en application du PPCR...

Pour toutes ces raisons, la FSU 66 appelle à la grève le 12 septembre prochain.

**MARDI 12 SEPTEMBRE
RASSEMBLEMENT 10H30
PLACE DE CATALOGNE
PERPIGNAN**